

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20220224-lmc1186497-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 1 mars
2022
Date d'affichage : 28/02/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
jeudi 24 février 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE convoqué le jeudi 24 février 2022, a été
assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Madame Béatrice VEYRAT-MASSON

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
73	7	1

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/02/6

**ACTUALISATION DE LA
LISTE DES EMPLOIS POUR
LESQUELS UN LOGEMENT
EST SUSCEPTIBLE
D'ETRE CONCEDE**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Hélène BILL, M. Frédéric BOCCALETTI, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Madame Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, Monsieur Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Michel DURBANO, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, M. Hubert FALCO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Emilién LEONI, M. Philippe LEROY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josette MASSI, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Magali TURBATE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT

REPRESENTES :

Mme Béatrice BROTONS représenté(e) par Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN représenté(e) par M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON représenté(e) par M. Gilles VINCENT, Mme Amandine LAYEC représenté(e) par Mme Valérie MONDONE, Mme Geneviève LEVY représenté(e) par M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON représenté(e) par M. Jean-Louis MASSON, Mme Sandra TORRES représenté(e) par Mme Anaïs DIR

ABSENTS :

M. Arnaud LATIL

Séance Publique du 24 février 2022

N° D' O R D R E : 22/02/6

**O B J E T : ACTUALISATION DE LA LISTE DES EMPLOIS
POUR LESQUELS UN LOGEMENT EST
SUSCEPTIBLE D'ETRE CONCEDE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, relative à la Fonction Publique Territoriale et portant modifications de certains articles du Code des communes et notamment son article 21,

VU le Code du Domaine de l'Etat, notamment les articles R 94 alinéa 2, R100 et A92,

VU Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement,

VU l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte pris pour l'application des articles R. 2124-72 et R. 4121-3-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la délibération n°20/09/171 du 30 septembre 2020 actualisant la liste des emplois pour lesquels un logement est susceptible d'être concédé,

VU l'avis de la Commission des Finances et Administration Générale en date du 07 février 2022,

CONSIDERANT que l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la Fonction Publique Territoriale prévoit que l'organe délibérant des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics fixe la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance par la collectivité ou l'établissement public, en raison notamment des contraintes liées à l'exercice de ces emplois,

CONSIDERANT que la délibération précise par ailleurs les avantages accessoires liés à l'usage du logement et que les décisions individuelles sont prises en application de cette délibération par l'autorité territoriale,

CONSIDERANT que le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logements de fonction a procédé à une refonte des conditions dans lesquelles les concessions de logement peuvent être accordées aux agents de l'Etat,

CONSIDERANT que ces dispositions inscrites dans la partie réglementaire du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques sont applicables aux agents des Collectivités Territoriales en application du principe de parité avec la Fonction Publique Territoriale,

CONSIDERANT qu'il est désormais prévu deux types d'attribution :

- la concession de logement par nécessité absolue de service dont la définition est précisée comme suit « une concession de logement peut être accordée par nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logé sur son lieu de travail ou à proximité immédiate ». Cette concession comporte la gratuité du logement nu,
- la convention d'occupation précaire avec astreinte se substitue à la concession pour utilité de service et peut être accordée aux agents tenus d'accomplir un service d'astreinte mais qui ne remplissent pas les conditions ouvrant droit à la concession d'un logement pour nécessité absolue de service. Cette convention donne obligatoirement lieu au paiement d'une redevance, à la charge du bénéficiaire, égale à 50% de la valeur locative réelle (prix du marché),

CONSIDERANT que pour le paiement des charges, l'article R 2124-71 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques est venu harmoniser les régimes applicables pour les deux types de concessions,

CONSIDERANT qu'à l'exception des cas prévus à l'article 10 du décret n° 2012-752 du 09 mai 2012 (emplois de direction), le bénéficiaire du logement doit désormais supporter l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives (eau, gaz, électricité, chauffage) afférentes au logement qu'il occupe ainsi que les impôts ou taxes qui sont liées à l'occupation des locaux,

CONSIDERANT que l'agent bénéficiaire doit également souscrire une assurance contre les risques auxquels il doit répondre en qualité d'occupant,

CONSIDERANT que l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 22 janvier 2013 précise le nombre de pièces auquel peut prétendre l'occupant en fonction de la composition de la famille, ainsi que la limite de superficie du logement,

CONSIDERANT que par délibération n° 20/09/171 du 30 septembre 2020 actualisant la liste des emplois pour lesquels un logement est susceptible d'être concédé, la Métropole a actualisé la liste des emplois pour lesquels un logement pouvait être attribué par nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire avec astreinte,

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être concédé par nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire avec astreinte,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE FIXER comme suit la liste des emplois susceptibles de bénéficier d'un logement de fonction par nécessité absolue de service en raison des missions :

Gardien des Vieux Salins (Hyères)
Gardien des parcs Sainte Claire et Saint Bernard (Hyères)
Gardien du parc Olbus Riquier (Hyères)
Gardien du parc Olbus Riquier (Hyères)
Gardien sur l'île de Porquerolles (Hyères)
Gardien du Vallon du Soleil (La Crau)
Gardien du Gymnase de l'Estagnol (La Crau)
Gardien des serres, propriété les lauriers roses (La Garde)
Gardien de la Villa Tamaris Pacha (La Seyne-sur-Mer)
Gardien sur le site de Fabrégas-Cap Sicié-Les Gabrielles (La Seyne)
Gardien du domaine de Baudouvin (La Valette)
Gardien du Complexe sportif Léo Lagrange (Toulon)
Gardien de la caserne Truguet (Toulon)
Gardien du parc de la Florane (Toulon)
Gardien du parc des lices (Toulon)
Gardien du parc des oiseaux (Toulon)
Gardien du parc du pré Sandin (Toulon)
Gardien du palais des sports (Toulon)
Gardien du parc des routes – Jardin Guy Rapale (Toulon).

ARTICLE 2

DE FIXER comme suit la liste des emplois susceptibles de bénéficier d'un logement par convention d'occupation précaire avec astreinte :

Gardien des Salins des Pesquiers (Hyères)
Gardien sur le site de Cap Garonne (Le Pradet)
Gardien du parc de Claret (Toulon)
Gardien du parc de Claret (Toulon)
Gardien de l'atelier de la voirie site de Lagoubran (Toulon)
Gardien du parc du pré Sandin (Toulon).

ARTICLE 3

DE DIRE qu'à l'exception des cas prévus à l'article 10 du décret n° 2012-752, les bénéficiaires de concessions de logement de fonction supportent, l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives (eau, gaz, électricité, chauffage) afférentes au logement qu'ils occupent ainsi que les impôts ou taxes liés à l'occupation des locaux et souscrivent une assurance contre les risques auxquels ils doivent répondre en qualité d'occupants.

ARTICLE 4

DE DIRE que le nombre de pièces ou la surface du logement seront limités et déterminés en fonction de la composition de la famille tel que défini dans l'arrêté du 22 janvier 2013 ci-dessus visé.

ARTICLE 5

DE DIRE que les dépenses de location afférentes à la présente délibération seront inscrites au Budget Principal de chaque exercice – Chapitre 011 – article 6132.

ARTICLE 6

DE DIRE que les recettes afférentes à la présente délibération seront inscrites au Budget Principal de chaque exercice – Chapitre 75 – article 752.

ARTICLE 7

DE DIRE que la présente délibération s'applique à compter du 01/03/2022 et remplace l'ensemble des délibérations précédentes relatives aux emplois éligibles aux logements de fonction.

ARTICLE 8

D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre toutes dispositions et à signer tout acte relatif aux logements de fonction.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 24 février 2022



Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR : 77

CONTRE : 0

ABSTENTION : 3

M. Frédéric BOCCALETI, M. Amaury NAVARRANNE, Mme
Rachel ROUSSEL